1. **Objectif et méthode, précaution d’emploi de cette note d’étape**

**2.a Objectif**

L’objectif premier de cette note est de faire le point sur l’évaluation économique de la transition énergétique et climat.

Le rapport de la mission Pisani-Mahfouz a permis d’en dessiner déjà des contours importants, avec des questions très structurantes entourant les effets keynésiens de court terme contrebalancés par des effets de baisses de productivité. Ces effets sont intrinsèquement liés au surcroît d’investissement net et à sa réorientation pour garantir les objectifs d’efficacité énergétique et de réduction d’émissions de gaz à effets de serre. On y reviendra en partie 4.b.i.

Le rapport a montré combien le chiffrage était difficile, entouré d’incertitudes. Et qu’il est nécessaire de constamment le réactualiser en fonction des nouveaux choix qui sont faits à court ou moyen termes.

C’est dans cet objectif d’actualisation de l’évaluation sur la base du Run2 de la SNBC qu’un groupe de travail inter-administrations a été constitué en septembre 2023. Il a réuni les services du SGPE, de la DGEC, du CGDD et de l’Ademe ainsi que de la DGTrésor et de France Stratégie. Il s’est élargi à des participations de l’OFCE, I4CE et du Cired.

Le travail effectué et relaté dans la présente note d’étape cherche à instruire une évaluation d’impact ; il s’agit d’une note encore technique et purement interne, qui n’a pas vocation à sous-tendre une communication publique. Elle prépare l’étape suivante et plus ultime d’évaluation de la SNBC3 dans son Run3 qui sera finalisée en 2024.

Ce travail permet de rouvrir les questions de bouclage que des simulations seulement technico-économiques secteur par secteur ne sauraient correctement appréhender. Les interactions entre secteurs côté offre sont aussi tributaires des dynamiques de réorientation de la demande, de distribution des revenus dans l’économie et de mobilisation de l’épargne, au moins de manière temporaire, qu’elle soit nationale ou internationale. La modélisation macro-sectorielle apporte ainsi un éclairage complémentaire pour notamment anticiper la question de la mobilisation des finances publiques.

**2.b Méthode**

La méthode repose sur un présupposé : tout le travail micro-économique fait dans le cadre du Run2 de la SNBC pour décrire les cibles d’atténuation par secteur est pris comme une hypothèse. Il ne s’agit pas pour la modélisation macro-sectorielle d’en questionner l’efficience mais de traduire les conséquences macroéconomiques des mesures qui en permettent l’atteinte ou de mettre en miroir les mesures qui restent à prendre pour atteindre les objectifs.

Les mesures à l’horizon 2030 et 2050 prises en compte sont par nature prospectives. On s’appuie sur une traduction des principes sous-jacents aux choix faits par le gouvernement dans les décisions déjà prises. On prolonge en explicitant la nature des mesures, selon qu’elles relèvent des instruments suivants :

* signal-prix passant par la fiscalité induisant des déformations de prix relatifs et des réponses comportementales de substitution ;
* subventions accompagnant les besoins d’investissement ;
* obligations réglementaires induisant des investissements de mises aux normes, avec ou sans subventions ;
* meilleure information induisant une sobriété spontanée, issue d’une prise de conscience à un comportement économe des ressources planétaires
* …

Une première étape consiste à calibrer les éléments exogènes au modèle 3ME qui sont autant d’éléments structurant le scénario de transition par rapport à un scénario sans mesures nouvelles. On s’attache in fine à mettre en regard les investissements verts générés et les gains de factures, notamment énergétiques, qui en découlent. Cette première étape est décrite en partie 3.

Une deuxième étape est d’utiliser le modèle économique macro-sectoriel 3ME pour étudier les conséquences de ces éléments exogènes. Au préalable, une vérification des propriétés du modèle 3ME est faite dans ses réponses macroéconomiques ; en effet, il s’agit d’utiliser un modèle dont les réponses sont suffisamment comprises et consensuelles, et de ne pas (trop) entrer dans des débats académiques sur la pertinence de l’utilisation d’un modèle plutôt qu’un autre.

***Caveat : à ce stade du travail, il est apparu prématuré de présenter des résultats macroéconomiques autrement qu’à titre illustratif de ce qui pourra être fait ultérieurement en 2024 et des questions qui restent à approfondir. C’est aussi une des raisons majeures pour que cette note reste interne. Cette précaution sera rappelée tout particulièrement en partie 4.b.i.***

Il sera aussi important de replacer les résultats de toute simulation par rapport au scénario de référence considéré, selon qu’il tient compte ou non des effets du climat sur l’économie. Ce préalable est crucial pour correctement incorporer le coût de l’inaction : cf. 4.a.

Une troisième étape est d’éclairer des scénarios marginalement différents pour tenir compte et illustrer quantitativement les effets difficiles à appréhender sur le passé mais qui peuvent être significatifs dans le futur. Il s’agit notamment de développer les narratifs et d’y associer des illustrations quantifiées à partir de variantes, respectivement de taux d’épargne des ménages, de capital et de coût du capital, de productivité… C’est l’objet de la partie 4.b.ii.

**La présente note apparaît bien comme une note d’étape à ces divers égards :**

* **intégration du Run2 pour se préparer à une intégration plus articulée avec le processus d’élaboration *in itinere* du Run3 ;**
* **approfondissements futurs, si besoin, au sujet des propriétés du modèle 3ME ;**
* **approfondissements sur les narratifs et les illustrations associées pour des variantes d’effets incertains dans leur ampleur.**